



Formation spécialisée d'Ille et Vilaine du 10 juillet 2024

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

La période électorale qui vient de se terminer n'est en rien banale.

Même si l'arrivée de l'extrême droite est écartée, sa progression et l'ancrage de ses idées, tant dans la société que dans les territoires, sont un véritable danger.

Le recul des droits, la régression des libertés auxquels nous avons assisté ces dernières années, les choix politiques tournant le dos au progrès social, la maltraitance des précaires, l'abandon des services publics, le mépris des mouvements sociaux d'ampleur, tel que le combat contre la réforme des retraites, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite a prospéré.

Cette situation est la conséquence directe des politiques néolibérales mortifères conduites par nos dirigeants ces dernières années.

La haute fonction publique qui organise depuis des décennies le démantèlement des services publics n'est pas en reste dans l'échelle des responsabilités de la situation politique que vit le pays. Il faut dire que celle-ci a perdu depuis longtemps la notion de fonctionnaire citoyen pour devenir un serviteur zélé des politiques néolibérales autoritaires.

La DGFIP est une illustration parfaite de cette politique mortifère : 35 000 emplois détruits en 22 ans, des services de proximité démantelés, vacances d'emploi dues à des recrutements insuffisants et non anticipés, conjuguées au manque d'attractivité, charge de travail trop importante par rapport à l'effectif implanté, manque de reconnaissance professionnelle, dégradation continue des conditions de travail, incivilités répétées des usagers, pression des objectifs.

Nous agents et représentant du personnel de la DGFIP avons lutté contre les réformes des retraites, contre les suppressions d'emplois, le NRP et la casse de nos services publics. Nous nous sommes mobilisés pour des augmentations significatives du point d'indice, pour la justice fiscale et nos droits et garanties.

Et vous en serviteur loyal de Bercy, vous avez préféré la casse de nos emplois, de nos services et de nos missions.

Nous n'avons eu de cesse de vous alerter sur un nombre croissant d'agents en souffrance et sur les dégradations de nos conditions de travail. En vain...il fallait appliquer les directives de la DG.

Visites de services, fiches de signalement, droit d'alerte, audiences, autant d'outils utilisés pour vous témoigner à quel point les collègues sont en souffrance : souffrance parce que leur conscience professionnelle exige d'eux qu'ils accomplissent leurs missions malgré le sous-effectif de leur service, souffrance due à des managements toxiques (pressions, infantilisations), souffrance parce que le travail est déshumanisé, désorganisé, déstructuré, souffrance parce que les incivilités et agressions verbales n'ont de cesse d'augmenter malgré la mise en place d'une soi-disant tolérance zéro, souffrance par des réformes incessantes depuis des années, par le fonctionnaire bashing, souffrance parce que l'administration s'oppose à l'imputabilité des accidents de travail pour risques psychos sociaux ou à la reconnaissance de maladies professionnelles...

Cette formation spécialisée qui se tiendra encore sur une demi-journée est une nouvelle fois la preuve du peu d'attention que vous souhaitez porter aux agents, à leur santé et à leurs conditions de travail.

L'ordre du jour de cette séance avec notamment la réorganisation du SIP de Montfort, l'expérimentation de la semaine en 4 jours témoigne de votre volonté de poursuivre les réformes destructrices de nos missions et de nos emplois et conduisent à une dégradation de nos conditions de travail.

Pourtant, un changement de cap s'impose.

L'inévitable changement de gouvernement, qui impactera aussi Bercy, doit s'accompagner d'une pause dans toutes les réformes, ce qui inclut bien évidemment le projet de la semaine de travail en 4 jours, hâtivement initié à la DGFIP, mais aussi le NRP, le flex office, les restructurations et réorganisations de service.

La DG a indiqué à nos organisations nationales en aparté du CSAR du 9 juillet 2024 qu'un message a été passé aux directeurs et directrices leur indiquant qu'aucune nouvelle initiative ne devait être prise. Ceci implique que tout ce qui concerne la semaine en 4 jours n'a pas lieu d'être à ce stade. Aucune confirmation explicite de l'abandon du projet ou de sa continuation n'a été donnée à la DGFIP, mais au niveau du secrétariat général de Bercy, les réunions dédiées ont été annulées.

Aussi, en attendant la désignation d'un gouvernement de plein exercice ,nous vous demandons un arrêt des réformes, restructurations et réorganisations de services sur le département d'Ille et Vilaine.

Les représentants du personnel FS CGT Finances Publiques 35.

Rennes, le 10 juillet 2024